

CHAPITRE 13.

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES ET LES TRANSFERTS DE FONDS RÉDUISENT-ILS LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?*

par

Richard H. Adams, Jr. et John Page
Groupe de recherche sur le développement (DECRG), Banque mondiale

Introduction

Les migrations internationales sont l'un des facteurs qui conditionnent le plus les relations économiques entre pays développés et pays en développement (PED) au XXI^e siècle. On estimait en début de siècle qu'environ 175 millions de personnes, soit à peu près 3% de la population mondiale, vivaient et travaillaient hors de leur pays de naissance (Nations Unies, 2002). Les fonds rapatriés par ces travailleurs migrants ont de profondes répercussions sur les PED d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. D'après *Global Development Finance* (Banque mondiale, 2004), les transferts officiels de fonds des travailleurs migrants sont la deuxième source de financement extérieur pour les PED¹. Au total, ils s'élèvent à l'heure actuelle à 93 milliards USD par an (Ratha, 2004), soit près du double des crédits liés à l'aide officielle à ces pays².

Malgré l'importance croissante de ces transferts internationaux, rares sont les analyses de leur incidence sur la pauvreté des PED. Seules quelques études ont étudié leurs effets dans des villages ou pays particuliers³, mais aucune à notre connaissance n'a évalué cet impact au niveau international pour les PED.

Il peut y avoir à cela deux raisons. La première est le manque de données sur la pauvreté ; il est en effet très difficile d'estimer de manière pertinente le taux de pauvreté

* Cette étude a été financée par un don de recherche de la Banque mondiale (2003-04). Les auteurs tiennent à remercier François Bourguignon, Maurice Schiff et plusieurs personnes dont les noms ne sont pas cités ici pour les commentaires qu'ils ont apportés sur les versions précédentes de ce chapitre.

1 Les investissements directs étrangers (IDE) sont leur plus importante source de financement.

2. Outre les transferts de fonds qui s'effectuent par les canaux bancaires officiels, il faut signaler l'importance des transferts, non enregistrés, empruntant des canaux officieux et informels. Une récente étude du FMI (El-Qorchi, Maimbo et Wilson, 2003) en estimait le montant à 10 milliards USD par an.

3. Cf. par exemple Adams (1991; 1993), Taylor (1992), Gustafson et Makonnen (1993), Taylor, Zabin et Eckhoff (1999), et Stark (1991).

pour un ensemble de pays très divers. La seconde tient à la nature des données sur les migrations internationales et les transferts de fonds. Peu de PED publient des chiffres sur les flux migratoires et, qui plus est, bien des pays développés tenant ce type de statistiques sous-estiment le nombre de migrants en situation irrégulière qui vivent sur leur territoire. Quant aux données disponibles sur les transferts de fonds, elles ne prennent pas en compte les versements importants (indéterminés) transitant par des canaux officieux ou informels. Ainsi, les données posant problème, beaucoup de questions restent sans réponse. Quelle est précisément l'incidence des migrations internationales sur la pauvreté dans le monde en développement ? Et quel est l'effet des fonds officiellement envoyés par les migrants internationaux sur le niveau, l'intensité et la sévérité de la pauvreté dans le monde en développement ?

Il s'agit ici de répondre à ces interrogations et aux questions du même ordre en s'appuyant sur un nouvel ensemble de données portant sur 71 pays en développement. Ces données concernent tous les pays à faible niveau de revenu ou à revenu intermédiaire pour lesquels on dispose d'informations suffisantes sur la pauvreté, les inégalités, les migrations et les transferts de fonds internationaux. Ils appartiennent à toutes les grandes régions en développement : Amérique latine et les Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe et Asie centrale, Asie orientale, Asie du Sud et Afrique subsaharienne.

Nous avons adopté la structure suivante dans ce chapitre : la première section plante le décor en passant en revue les conclusions des études récentes, réalisées pour quelques villages ou pour un pays, sur la corrélation entre migrations internationales, transferts de fonds, inégalités et pauvreté. La deuxième section présente le nouvel ensemble de données et la méthode de calcul permettant d'obtenir à partir de ces informations les variables pertinentes sur les migrations, les transferts de fonds et la pauvreté. Dans la troisième section, les nouvelles données servent à estimer l'impact de deux variables – les migrations internationales et les transferts de fonds – sur la pauvreté dans le monde en développement. On conclut que ces deux facteurs y atténuent l'un et l'autre le niveau, l'intensité et la sévérité de la pauvreté. Il est toutefois possible que ces variables soient endogènes à la pauvreté : les migrations et transferts de fonds internationaux peuvent en effet diminuer la pauvreté, mais celle-ci peut à son tour avoir une incidence sur le nombre de migrants internationaux et les transferts de fonds. C'est pourquoi dans la quatrième section on fait intervenir des variables instrumentales afin d'isoler l'effet global des deux phénomènes étudiés. Ces variables instrumentales sont principalement la distance entre le pays d'envoi et le pays de réception des fonds, le niveau d'instruction et la stabilité gouvernementale. Après avoir pris en compte ces trois variables, on peut encore conclure que les migrations internationales et transferts de fonds ainsi isolés réduisent le niveau, l'intensité et la sévérité de la pauvreté dans les PED. La dernière section récapitule les conclusions et présente les implications pour les politiques.

Études récentes sur les migrations internationales, les rapatriements de fonds et la pauvreté

Les quelques recherches relatives à l'impact des migrations internationales et transferts de fonds sur la pauvreté ne parviennent généralement pas aux mêmes conclusions. Stahl (1982, p. 883), par exemple, écrit que « *les migrations, et spécifiquement les migrations internationales, peuvent être une opération coûteuse. Ce sont manifestement les ménages les plus aisés qui sont le mieux à même (de produire des migrants internationaux)* ». Dans la même veine, Lipton (1980, p. 227), dans une étude de 40 villages indiens portant plutôt sur les migrations internes, conclut que « *les*

migrations accroissent les inégalités intra-rurales ... parce que les migrants les plus aisés sont attirés par des perspectives d'emploi assez sûres (en ville ou à l'étranger), alors que les pauvres sont chassés par la pauvreté rurale et les moyens de remplacement de la main-d'oeuvre ».

D'autres analystes laissent toutefois entendre que les pauvres peuvent réellement bénéficier des migrations et transferts de fonds internationaux. Par exemple, Stark et Taylor (1989, pp. 12-14) estiment que dans le Mexique rural les ménages « relativement défavorisés » sont plus enclins à aller travailler à l'étranger que les ménages « plus aisés ». De même, Adams (1991, pp. 73-74) conclut que dans l'Égypte rurale, le nombre de ménages pauvres baisse de 9.8% lorsque l'on inclut dans leurs revenus les envois de fonds, qui constituent 14.7% du total de leurs revenus.

Les conclusions de ces études, certes intéressantes, sont d'une utilité limitée parce qu'elles se basent sur des échantillons réduits. Stark, Taylor et Yitzhaki s'appuient par exemple sur 61 ménages de deux villages mexicains, et Adams sur 1 000 ménages de trois villages égyptiens. Il faut à l'évidence élargir le champ de ces études pour voir si leurs conclusions restent valables pour un groupe plus important et plus divers de pays en développement.

Nouvelles données sur les migrations internationales, les transferts de fonds et la pauvreté

Notre étude s'appuie sur un nouvel ensemble de données regroupant des informations sur les migrations internationales, les transferts de fonds, les inégalités et la pauvreté pour 71 PED « à faible niveau de revenu ou à revenu intermédiaire »⁴. Ces pays ont été choisis parce qu'il était possible de trouver pour chacun d'entre eux les données pertinentes sur ces quatre facteurs depuis l'année 1980⁵. Étant donné les difficultés rencontrées pour les réunir et les problèmes de données qui affectent notre étude (ainsi que toutes les autres), il n'est pas inutile d'expliquer ici la méthode suivie.

S'agissant des migrations, peu ou pas de pays parmi les principaux pays d'émigration publient de chiffres pertinents sur le nombre de leurs ressortissants émigrés. Il faut donc calculer les stocks et les flux migratoires à partir des données recueillies par les principaux pays d'accueil. Pour notre propos, ces pays ou régions sont au nombre de deux : les États-Unis et l'OCDE (Europe), abstraction faite de l'Amérique du Nord et de l'Asie⁶. Il n'existe malheureusement pas de données sur les troisième et quatrième régions d'importation de la main-d'oeuvre, à savoir le golfe arabo-persique et l'Afrique du Sud.

-
4. Les pays à faible niveau de revenu ou revenu intermédiaire sont ainsi classés par la Banque mondiale (2000, pp. 334-335). Les pays à faible niveau de revenu avaient en 1999 un PIB par habitant égal ou inférieur à 756 USD ; les pays à revenu intermédiaire avaient pour la même année un PIB par habitant se situant entre 756 USD et 9 265 USD.
 5. Comme dans les autres études transnationales sur la pauvreté, l'année 1980 a été choisie comme date limite car les données sur la pauvreté sont, avant cette date, beaucoup moins exhaustives. Cf. par exemple Ravallion et Chen (1997) et Adams (2004).
 6. Pour notre étude, la région OCDE (Europe) comprend 21 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Étant donné leur importance pour les pays d'émigration, les transferts de fonds sont généralement mieux mesurés. Par exemple, le Fonds monétaire international (FMI) calcule le total annuel des fonds envoyés par les travailleurs migrants dans chaque pays exportateur de main-d'oeuvre⁷. Néanmoins, comme nous l'avons déjà signalé, il s'agit uniquement des transferts officiels, c'est-à-dire transitant par les canaux bancaires officiels. Une partie importante (et inconnue) des fonds empruntant des circuits privés, ne laissant pas de traces, les chiffres enregistrés par le FMI sous-estiment le flux réel de ces transferts.

Enfin, en ce qui concerne la pauvreté, bien des pays en développement – et plus particulièrement les moins peuplés – n'ont pas effectué le type d'enquête nationale représentative sur le budget des ménages qui est nécessaire à l'estimation de la pauvreté. Par exemple, sur les 157 PED classés comme étant à faible niveau de revenu ou revenu intermédiaire par la Banque mondiale⁸, 81 seulement (soit 52%) ont publié les résultats d'une telle enquête. Certains ne présentant pas de données sur les inégalités de revenu, il a fallu réduire le champ de notre étude à 71 pays⁹.

Au tableau A1, en annexe, figurent les pays, régions et indices de pauvreté, d'inégalité, de migration et de transferts de fonds composant le nouvel ensemble de données. Au total on dispose de 184 observations, une observation correspond à un point dans le temps pour lequel il existe des données sur le revenu, la pauvreté et les inégalités. Il importe de signaler que 36 de ces observations (concernant 18 pays) portent sur l'Afrique subsaharienne, région pour laquelle les données sur les migrations, les transferts de fonds et la pauvreté sont relativement rares. Les autres s'appliquent à des pays de toutes les autres régions du monde en développement.

Le tableau A1 fait état de trois mesures différentes de la pauvreté. La première, l'indice numérique, permet d'obtenir le pourcentage de la population vivant avec moins d'un dollar par jour et par personne au moment de l'enquête¹⁰. Cet indice ne tient toutefois pas compte de l'intensité de la pauvreté, qui correspond à l'écart entre les dépenses moyennes (des revenus moyens) des pauvres par rapport au seuil de pauvreté¹¹. Nous présentons donc également l'intensité de la pauvreté qui exprime en pourcentage l'écart entre la moyenne des dépenses (des revenus) des pauvres et le seuil de pauvreté. Exemple : une intensité de pauvreté de 10 % signifie que la moyenne des dépenses (des revenus) des pauvres se situe à 90 % du seuil de pauvreté. La troisième mesure traduit la sévérité de la pauvreté. Cet indice présente des qualités analytiques utiles car il est sensible aux variations de distribution parmi les pauvres¹².

-
7. Le Fonds monétaire international (FMI) enregistre les flux annuels de transferts internationaux dans sa publication *Balance of Payments Statistics Yearbook* (Washington, DC).
 8. Pour une liste complète de ces 157 PED, cf. Banque mondiale (2000, pp. 334-335).
 9. Par exemple, la Chine a dû être exclue de l'ensemble des données en raison de l'absence d'informations sur l'inégalité des revenus pour la totalité du pays.
 10. Afin d'assurer la compatibilité entre les pays, tous les seuils de pauvreté du tableau A1 en annexe sont des seuils internationaux, fixés à 1.08 USD par personne et par jour aux taux de change PPA de 1993. On recourt à la parité du pouvoir d'achat (PPA) afin que ce montant vaille à peu près la même chose dans tous les pays. Les valeurs PPA sont calculées à partir du prix d'un panier de biens représentatif dans chaque pays, le prix local étant ensuite comparé au prix en USD. Cette comparaison s'établit à partir d'estimations de conversion produites par la Banque mondiale.
 11. Dans le présent chapitre, les termes "dépenses" et "revenus" sont utilisés indifféremment.
 12. Un transfert de dépenses d'une personne pauvre à une personne plus pauvre ne modifie pas le taux de pauvreté, ni l'intensité de la pauvreté, mais il fait baisser la sévérité de la pauvreté.

Pour mesurer l'inégalité, le tableau A1 utilise le coefficient de Gini. Il y est normalisé selon la taille des ménages et les distributions sont pondérées par la taille des ménages en sorte qu'un quintile donné (tel que le quintile le plus bas) recouvre le même pourcentage de population que les autres quintiles de l'ensemble de l'échantillon.

Les autres variables du tableau A1 – les migrations internationales en pourcentage de la population et les transferts de fonds officiels par habitant – sont fondamentales. Il convient d'explicitier pour chacune son mode de calcul car elles nécessitent des hypothèses d'une certaine témérité.

Compte tenu de l'absence de données détaillées sur les migrations internationales dans les pays exportateurs de main-d'oeuvre, la variable migration de notre étude est calculée à partir des données des deux plus importantes régions d'accueil : les États-Unis et l'OCDE (Europe). Elle s'établit en trois étapes. On utilise en premier lieu les données des recensements effectués aux États-Unis en 1990 et en 2000 concernant « le lieu de naissance des personnes nées à l'étranger ». Ces données sont triées par pays de naissance pour 50 pays d'émigration mais on ne sait pas si toutes ces « personnes nées à l'étranger » sont en fait des migrants. Par exemple, une personne née au Mexique qui serait arrivée aux États-Unis en bas âge ne se considère probablement pas comme un immigrant. On ignore d'ailleurs également le nombre de personnes en situation irrégulière comprises dans les effectifs de « personnes nées à l'étranger ». Ainsi que le suggèrent certains observateurs, les données du recensement risquent de sous-estimer grandement le nombre réel de migrants vivant – légalement ou non – aux États-Unis¹³.

La deuxième étape consiste à calculer le nombre de personnes nées à l'étranger vivant dans la région OCDE (Europe), c'est-à-dire abstraction faite de l'Amérique du Nord et de l'Asie¹⁴. Ces données ne sont malheureusement pas aussi détaillées que celles des recensements américains et diffèrent à divers égards. Il existe tout d'abord une différence fondamentale dans la façon de classer les immigrants. Les enfants d'immigrants nés aux États-Unis bénéficiant de la nationalité américaine, ce pays définit l'immigrant comme une personne née à l'étranger de parents ne possédant pas cette nationalité. La plupart des pays de l'OCDE (Europe) adoptent quant à eux une définition basée sur l'ethnicité des parents et non sur le lieu de naissance. Un enfant de parents turcs né en Allemagne est généralement identifié comme immigrant. Cette méthode a pour effet d'accroître le stock d'immigrants dans les pays de l'OCDE (Europe) et éventuellement de biaiser nos calculs en incluant dans les migrants des personnes nées, élevées et éduquées dans le pays en question. Une autre différence clé entre les données de l'OCDE (Europe) et celles de États-Unis tient au nombre de pays exportateurs de main-d'oeuvre pris en compte. Alors qu'aux États-Unis les données peuvent être utilisées pour dénombrer les « personnes nées à l'étranger » (ou migrants) d'environ 50 pays différents, les données de l'OCDE (Europe) ne peuvent servir que pour dix ou quinze pays. Ceci importe peu pour les grands pays exportateurs de main-d'oeuvre, tels que la Turquie, qui envoient de nombreux migrants en Europe, mais un problème se pose pour ceux qui ont un nombre moins important d'émigrants tels que le Brésil ou le Sri Lanka, dont les émigrants vers l'OCDE (Europe) risquent de ne pas être identifiés.

13. En 2002, l'effectif de personnes en situation irrégulière était estimé aux États-Unis à 9.3 millions, soit environ 26% du stock total de la population « née à l'étranger ». Cf. Passel, Capps et Fix (2004).

14. Toutes les données sur la population « née à l'étranger » de l'OCDE (Europe) provient de *Tendances des migrations internationales*, OCDE, Paris, diverses années.

Dernière étape du calcul de la variable migrations : il s'agit de diviser le total de migrants nés dans chaque pays de départ et vivant soit aux États-Unis, soit dans la région OCDE (Europe), par la population de ce pays en développement. Ces « taux de migration » apparaissent au tableau A1. Selon toute vraisemblance, ces chiffres sous-estiment considérablement le nombre réel de migrants internationaux provenant d'un pays donné parce qu'ils ne tiennent pas compte du grand nombre de personnes en situation irrégulière présent aux États-Unis ou dans l'OCDE (Europe). Ces chiffres ne tiennent pas non plus compte du nombre inconnu de migrants internationaux travaillant dans d'autres régions d'accueil, telles que le golfe arabo-persique.

La définition des transferts de fonds figurant au tableau A1 est plus simple mais se fonde également sur une hypothèse héroïque. Les chiffres proviennent tous du FMI (*Balance of Payments Statistics Yearbook*). La principale difficulté a déjà été signalée : les données ne prennent en compte que les versements effectués par les voies bancaires officielles; elles négligent les sommes importantes (et inconnues) transmises par le biais de circuits privés et officieux. Dans l'un des grands pays exportateurs de main-d'œuvre par exemple – l'Égypte – on a calculé que les versements officieux atteignent entre un tiers et la moitié de l'ensemble des transferts¹⁵. Il est donc probable que les chiffres officiels figurant au tableau A1 sous-estiment considérablement le niveau réel du total des rapatriements (officiels ou non) qui parviennent à chaque pays exportateur de main-d'œuvre.

Migrations internationales, rapatriements de fonds et pauvreté : résultats de la méthode des moindres carrés ordinaires

Nous partons, dans cette section, des données transfrontalières pour étudier l'incidence des migrations internationales et des transferts de fonds sur la pauvreté dans le monde en développement. A partir du modèle croissance-pauvreté proposé par Ravallion (1997) et par Ravallion et Chen (1997), on estime l'équation suivante :

$$\text{Log } P_{it} = \alpha_i + \beta_1 \log m_{it} + \beta_2 \log (g_{it}) + \beta_3 \log (x_{it}) + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

$$(i = 1, \dots, N; t = 1, \dots, T_i)$$

où P est la mesure de la pauvreté dans le pays i au moment t , α_i est un effet fixe des différences de périodes couvertes entre les pays, β_1 est l'« élasticité de la pauvreté à la croissance » identifiée à partir du revenu moyen par habitant m , β_2 est l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité des revenus définie par le coefficient de Gini, g , β_3 est l'élasticité de la pauvreté par rapport à la variable x (migrations internationales ou transferts de fonds) et ε est le terme regroupant les erreurs associées à la mesure de la pauvreté.

L'équation (1) représente le modèle de base utilisé par une multitude de chercheurs pour expliquer la pauvreté¹⁶. Ce modèle postule que la croissance économique – telle qu'elle est mesurée par les augmentations du revenu moyen par habitant – atténue la pauvreté. La corrélation entre la pauvreté et la variable revenu devrait donc être négative et significative. Le modèle suppose aussi que le niveau de l'inégalité des revenus a une incidence sur la réduction de la pauvreté. D'autres travaux ayant déjà établi qu'un taux

15. Adams (1991, p. 13).

16. Outre Ravallion (1997) et Ravallion et Chen (1997), cf Squire (1993), Collier et Dollar (2001) et Bhalla (2002).

donné de croissance économique réduit davantage la pauvreté dans les pays à faible inégalité de revenus que dans les pays à forte inégalité¹⁷, la variable inégalité des revenus devrait avoir un impact positif et significatif. L'élément nouveau correspond à l'ajout à l'équation (1) d'une variable mesurant le niveau des migrations internationales ou des transferts de fonds. Tout en tenant compte du niveau de revenu et de sa répartition, il s'agit de vérifier l'hypothèse selon laquelle il y a moins de pauvreté dans les pays produisant plus de migrants internationaux ou recevant plus de transferts de fonds.

La variable de revenu dans l'équation (1) peut être mesurée de deux façons différentes : 1) par le PIB par habitant, en PPA (parité du pouvoir d'achat), défini à partir des comptes nationaux; et 2) par le revenu moyen (les dépenses moyennes) par habitant, calculé sur la base des enquêtes budget consommation réalisées dans les divers PED. Comme l'ont montré Deaton (2001) et d'autres¹⁸, ces deux façons de mesurer le revenu ne concordent généralement pas. Les revenus (les dépenses) mesurés par les enquêtes sur le budget des ménages sont évalués à partir des réponses individuelles. Les revenus établis à partir du PIB sont calculés à partir des données de la comptabilité nationale, pour laquelle les revenus (les dépenses) des ménages constituent un élément résiduel sur lequel se répercutent inévitablement les erreurs et omissions intervenant ailleurs dans les comptes. Ces deux modes de calcul ne peuvent évidemment pas concorder puisque les données des comptes nationaux comprennent également bien des articles (tels que les dépenses d'organisations à but non lucratif et le loyer imputé des logements occupés par le propriétaire) qui n'entrent pas dans les enquêtes sur le budget des ménages.

Nous allons ici faire appel à ces deux méthodes pour calculer l'équation (1). Il convient de noter qu'aucune de ces méthodes n'inclut le revenu provenant des transferts de fonds. Les données du PIB les excluent par définition et, à notre connaissance, les enquêtes sur le budget des ménages n'en tiennent pas compte de façon adéquate parce qu'elles ne posent pas de question sur ces transferts¹⁹.

D'autres chercheurs ont souvent calculé l'équation (1) sous forme de différences premières, afin de résoudre les éventuels problèmes de corrélation entre les variables, puisque les variables dépendante et indépendantes proviennent d'une seule et même source (les enquêtes sur le budget des ménages)²⁰. Dans notre étude, nous allons cependant calculer l'équation (1) en niveau puisque les variables dépendante et indépendantes proviennent de sources de données différentes : la variable dépendante est tirée des enquêtes et les variables indépendantes (pour le PIB, les migrations internationales et les transferts de fonds) de diverses autres sources²¹.

Il nous faut également calculer l'équation (1) en utilisant les deux mesures évoquées dans la dernière section : le pourcentage d'émigrants dans la population d'un pays et les transferts de fonds officiels par habitant reçus par un pays en développement. Vu la myriade de problèmes que pose la construction de ces deux variables, ainsi que l'absence ou l'insuffisance des données sur les migrations ou les transferts dans certains pays, il

17. Sur ce point, cf. Birdsall et Londono (1997) et Ravallion (1997).

18. Cf. Deaton (2001, pp. 125-147) et Adams (2004).

19. Cependant, dans les enquêtes sur les ménages où le revenu moyen est représenté par les dépenses moyennes, la variable revenu peut, dans une certaine mesure, capter l'incidence des transferts reçus sur les dépenses des ménages.

20. Cf. par exemple Ravallion et Chen (1997).

21. Lorsque l'équation (1) est calculée en utilisant le revenu moyen d'après enquêtes, les variables dépendante et indépendantes de l'équation s'appuient l'une et les autres sur les données des enquêtes sur le budget des ménages.

n'est guère surprenant qu'on ne constate pas de corrélation étroite entre ces deux mesures dans l'ensemble de données (corrélation simple de 0.579). Il est de surcroît probable qu'un nombre non négligeable de personnes émigrent sans envoyer de fonds dans leur pays. Pour toutes ces raisons, il paraît utile d'utiliser l'une et l'autre de ces mesures afin de vérifier la robustesse de nos conclusions concernant l'impact des migrations et transferts de fonds internationaux sur la pauvreté du monde en développement.

A partir des données sur les migrations internationales, les estimations de l'équation (1) par la méthode des moindres carrés ordinaires sont présentées au tableau 13.1 (sur la base du PIB par habitant) et au tableau 13.2 (sur la base du revenu moyen d'après enquête). Afin de prendre en compte les effets fixes par région géographique du monde, cinq indicatrices régionales sont ajoutées au modèle²². Dans chaque tableau, les résultats sont indiqués d'abord sans, puis avec, l'application des indicatrices régionales. Comme toutes les variables sont calculées en termes logarithmiques, les résultats peuvent être interprétés comme l'élasticité de la pauvreté par rapport aux diverses variables pertinentes.

Aux tableaux 13.1 et 13.2, les coefficients des deux variables de revenu – PIB par habitant et revenu moyen d'après enquête – sont systématiquement négatifs, comme on pouvait le prévoir, et statistiquement significatifs. Dans les deux tableaux, l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité de revenu (coefficient de Gini) est, comme on pouvait s'y attendre également, positive, et se situe dans un ordre de grandeur conforme aux autres analyses récentes de la réduction de la pauvreté (Adams, 2004 ; Ravallion, 1997). Pour l'ensemble du modèle, les résultats sont toutefois meilleurs et plus précis au tableau 13.2, avec le revenu moyen : les mesures de R^2 passent de 0.4-0.7 à 0.6-0.8. Nous retiendrons donc le tableau 13.2.

Lorsque la variable dépendante du tableau 13.2 est soit le taux de pauvreté soit l'intensité de la pauvreté, les résultats pour la variable migrations internationales sont négatifs et statistiquement significatifs. Mais si l'on considère la sévérité de la pauvreté, la variable migration n'est pas significative. Pour le taux de pauvreté, les calculs suggèrent qu'en moyenne une augmentation de 10 % de la part de la population émigrée à l'étranger s'accompagne d'une baisse de 1.4 % du pourcentage de personnes vivant avec moins de un dollar par jour.

Au tableau 13.3 (basé sur le PIB par habitant) et au tableau 13.4 (basé sur le revenu moyen déterminé par enquête) figurent les résultats obtenus lorsque l'équation (1) est calculée en appliquant les données sur les transferts de fonds internationaux. Les résultats pour le modèle sont toutefois meilleurs et plus précis au tableau 13.4, avec le revenu moyen. C'est donc celui que nous retiendrons.

Au tableau 13.4, la variable correspondant aux transferts de fonds par habitant a une incidence négative et statistiquement significative sur chacune des trois mesures de la pauvreté : taux de pauvreté, intensité de la pauvreté, et sévérité de la pauvreté. Pour le taux de pauvreté, les calculs suggèrent qu'en moyenne une augmentation de 10 % des transferts de fonds s'accompagne d'une baisse de 1.8 % du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. Le tableau 13.4 indique que ces transferts ont une incidence légèrement plus nette sur la réduction de la pauvreté lorsque celle-ci est mesurée par l'intensité de la pauvreté ou la sévérité de la pauvreté.

22. Les cinq indicatrices régionales concernent l'Asie orientale, l'Europe et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Antilles, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Asie du Sud. L'Afrique subsaharienne n'y figure pas.

Transferts de fonds internationaux officiels et pauvreté : résultats de la méthode des variables instrumentales

Comme signalé au départ, l'équation (1) peut poser le problème suivant : elle suppose que toutes les variables figurant à droite du modèle – y compris les migrations et transferts de fonds internationaux – sont exogènes à la pauvreté. Ces deux dernières variables pourraient cependant être endogènes s'il existe un rapport de causalité inverse : les migrations et les transferts de fonds réduisent éventuellement la pauvreté mais la pauvreté peut également avoir une incidence sur le nombre de migrants et le montant des transferts de fonds. Parce qu'ils ne tiennent pas compte de cette causalité inverse, les résultats présentés dans les tableaux 13.1 à 13.4 pourraient être biaisés.

Une possibilité pour contrôler l'endogénéité des régresseurs consiste à appliquer la méthode des variables instrumentales. C'est la méthode retenue ici. Il y a dans notre ensemble de données trois variables instrumentales possibles pour les variables migrations et transferts de fonds internationaux. La première est la distance (en miles) entre la région d'origine [États-Unis, OCDE (Europe) ou Golfe persique] et le pays d'accueil²³. Cette variable semble être une bonne option dans la mesure où plusieurs études sur les déterminants des migrations internationales ont conclu que la distance entre pays de départ et pays d'accueil est généralement négativement et significativement corrélée avec l'importance des flux migratoires. C'est le cas par exemple de l'étude de Hatton et Williamson (2003, p. 11) qui concerne les taux de migration de 81 pays vers les États-Unis²⁴. Une deuxième variable instrumentale est le niveau d'instruction, ou plus précisément pour un pays en développement donné, le pourcentage d'habitants de plus de 25 ans qui ont terminé leurs études secondaires. Cette variable paraît utile, la théorie du capital humain suggérant que le niveau d'instruction est positivement lié aux migrations internationales (et sans doute aux transferts de fonds) : les gens instruits bénéficient en effet de meilleures perspectives d'emploi et de revenu dans les pays d'accueil²⁵. La dernière variable instrumentale à laquelle on puisse recourir est la stabilité gouvernementale²⁶, qui mesure le niveau de stabilité politique d'un pays donné. L'effet qu'on peut en attendre n'est pas évident. Si les autres facteurs demeurent constants, on peut supposer que le nombre de migrants internationaux augmente en fonction de l'instabilité gouvernementale. Il n'est pas clair cependant si les transferts de fonds sont susceptibles d'augmenter ou de baisser avec l'instabilité politique. Les incitations pour les envois de fonds étant à la fois altruistes et économiques, l'effet de l'instabilité politique est indéterminée : elle peut être positive s'ils ont à coeur de protéger leur famille ou négative si elle crée un climat délétère pour l'investissement.

-
23. Dans notre étude, la distance entre la région d'origine [Etats-Unis, OCDE (Europe) ou le golfe Persique] et le pays d'accueil est calculée pour chaque PED comme le nombre de miles entre les frontières de ce pays et la grande région dont il reçoit des fonds. Pour l'Amérique latine par exemple, il s'agit des Etats-Unis, pour les pays d'Afrique du Nord de l'OCDE (Europe) et pour les pays d'Asie du Sud du golfe Persique.
24. Pour d'autres études empiriques de la corrélation entre distance et migrations internationales, cf. Karemera, Oguledo et Davis (2000), et Vogler et Rotte (2000).
25. Cf. par exemple, Harris et Todaro (1970).
26. La stabilité gouvernementale est mesurée par des notations mensuelles publiées par le Groupe PRS dans l'*International Country Risk Guide*. Ces notations vont de 0 à 12, 0 désignant les pays ayant un « gouvernement très instable » et 11 « un gouvernement très stable ». En juin 2002 par exemple, les Etats-Unis étaient notés 11 mais la Pologne 6.

Les tableaux 13.5 et 13.6 présentent les résultats obtenus pour l'instrumentation des migrations et des transferts de fonds internationaux avec diverses combinaisons d'instruments. Dans chaque tableau, les équations 1 à 4 font intervenir en variable exogène le PIB par habitant, et les équations 5 à 8 le revenu moyen d'après enquêtes. Dans l'un et l'autre tableau, les équations qui ne considèrent que la distance sont apparemment les plus exogènes et ont le pouvoir prédictif le plus élevé (R^2 de 0.44 à 0.48). Comme on pouvait s'y attendre, la variable distance est toujours négative et fortement significative : plus grand est l'éloignement entre pays d'origine et pays d'accueil, plus faibles les migrations et les transferts de fonds. Lorsque l'on instrumente les migrations internationales (tableau 13.5) avec la variable niveau d'études, cette dernière est positive et fortement significative. Conformément à l'hypothèse énoncée plus haut, les pays ayant une population plus instruite produisent davantage de migrants internationaux. La dernière variable instrumentale – la stabilité gouvernementale – est statistiquement insignifiante dans les deux tableaux et constitue donc un mauvais instrument. Lorsque les trois variables sont combinées – dans les équations 4 et 8 des tableaux 13.5 et 13.6 – les probabilités obtenues à partir du test de Fisher sont toutefois toutes inférieures à 0.01 pour l'estimation des migrations et des transferts de fonds internationaux, alors que les tests de Fisher eux-mêmes sont supérieurs à 8. Lorsqu'on fait intervenir les trois variables instrumentales, les migrations internationales sont légèrement mieux prédites que les transferts de fonds officiels, mais les tests de Fisher confirment la validité des instruments.

Les tableaux 13.7 à 13.10 présentent les résultats de la méthode à variables instrumentales lorsque les trois instruments – distance, niveau d'instruction et stabilité gouvernementale – sont appliqués aux migrations et transferts de fonds internationaux. Les tableaux 13.7 et 13.8 donnent les résultats de cette méthode pour les migrations internationales, en considérant soit le PIB par habitant, soit le revenu moyen d'après enquêtes. Les tableaux 13.9 et 13.10 présentent les résultats de cette méthode pour les transferts de fonds internationaux en différenciant de la même façon la mesure du revenu.

Si l'on compare les estimations des deux méthodes (celle des moindres carrés ordinaire et celle des variables instrumentales) pour les migrations internationales (tableaux 13.1-13.2 et 13.7-13.8), on constate que les coefficients des tableaux 13.7 et 13.8 sont à la fois plus négatifs et plus significatifs lorsqu'elles sont soumises aux variables instrumentales, quelle que soit la mesure du revenu utilisée. La comparaison des estimations des deux méthodes pour les transferts de fonds internationaux (tableaux 13.3-13.4 et 13.9-13.10) donne des résultats analogues. Par exemple, sur la base du revenu moyen ressortant des enquêtes, les estimations de la méthode à variables instrumentales pour le taux de pauvreté suggèrent qu'en moyenne une augmentation de 10 % des transferts de fonds officiels par habitant s'accompagne d'une baisse de 3.5 % du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté (tableau 13.10), alors que les estimations de la méthode des moindres carrés ordinaire donne pour la même augmentation des transferts une baisse de seulement 1.8 % (tableau 13.4).

Pris dans leur ensemble, les résultats de la méthode à variables instrumentales suggèrent qu'après avoir pris en compte les risques d'endogénéité des migrations et des transferts de fonds internationaux, ces deux dernières variables ont encore un impact négatif et statistiquement significatif sur la pauvreté. À partir de cette méthode, on montre que l'impact sur la pauvreté est plus fort lorsque les données se basent sur le revenu moyen d'après enquêtes. Avec cette mesure, les migrations internationales soumises ont une incidence négative et statistiquement significative sur deux des trois indices de pauvreté – le taux de pauvreté et l'intensité de la pauvreté (tableau 13.8), alors que les

transferts de fonds internationaux ont un effet négatif et statistiquement significatif sur les trois indices (tableau 13.10).

Le tableau 13.10 présente les ordres de grandeur relatifs des élasticités estimées sur la base du revenu moyen d'après enquêtes et des transferts de fonds internationaux instrumentés. Les résultats impliquent qu'une augmentation des transferts réduit approximativement deux fois plus la pauvreté que la hausse des autres sources de revenu des ménages. Évaluée à la moyenne de l'échantillon, une augmentation de un dollar (de 17.15 USD à 18.15 USD) des transferts internationaux officiels par habitant instrumentés, s'accompagne d'une réduction de 2.04 % du taux de pauvreté. A titre de comparaison, une augmentation de un dollar (de 1 628.60 USD à 1 629.60 USD) du revenu moyen par habitant d'après enquêtes induit une réduction de 0.98 % de ce même indice²⁷. Autrement dit, dollar pour dollar, le revenu transmis de l'étranger par les migrants atténue davantage la pauvreté que le revenu produit par l'activité économique intérieure.

Conclusions et implications pour les politiques

A partir d'un nouvel ensemble de données, concernant 71 pays en développement, sur les migrations et les transferts de fonds internationaux, l'inégalité et la pauvreté, nous avons étudié l'impact des deux premiers facteurs sur la pauvreté dans le monde en développement. On peut tirer de cet exercice trois conclusions et deux implications pour les politiques. Tout d'abord, les migrations et transferts de fonds internationaux ont une incidence très nette, statistiquement significative, sur la réduction de la pauvreté dans les PED. Après avoir appliqué des variables instrumentales pour contrôler l'éventuelle endogénéité des migrations internationales et des transferts de fonds et en contrôlant pour le niveau de revenu, les inégalités et de la région géographique, les résultats montrent qu'en moyenne une augmentation de 10 % des migrants internationaux dans la population d'un pays donné s'accompagne d'une baisse de 2.1 % du nombre de personnes vivant avec moins de un dollar par jour. Après avoir appliqué des variables instrumentales, une augmentation analogue de 10 % des transferts officiels par habitant aboutit en moyenne à une baisse de 3.5 % du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. Il est important de constater que ces deux phénomènes atténuent la pauvreté car les données sur chacune de ces variables sont incomplètes et souvent sous-estimées dans les PED. En analysant des échantillons qui contiennent des informations sur chacune de ces variables, nous avons été en mesure de vérifier la corrélation migrations-transferts-pauvreté pour le plus grand nombre possible de pays exportateurs de main-d'œuvre. Les résultats donnent des preuves nettes et robustes de l'incidence tant des migrations internationales que des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté dans le monde en développement.

La deuxième conclusion concerne l'endogénéité. La comparaison des estimations faites ici avec et sans les variables instrumentales pour les migrations et transferts internationaux permet de constater que les coefficients obtenus avec les variables instrumentales sont plus grands et plus précisément estimés que les autres. Ceci suggère que ces migrations et transferts peuvent être endogènes à la pauvreté : nous ne pouvons exclure que les variations de la pauvreté dans les PED puissent avoir des répercussions sur le nombre de personnes qui émigrent pour trouver du travail et sur les transferts de fonds qu'ils rapatrient par les canaux officiels. Nos résultats indiquent toutefois que cette

27. Les estimations afférentes du tableau 13.10 s'établissent comme suit. Pour les transferts internationaux après application des variables instrumentales, $(18.15/17.15 - 1)*(-0.351) = (-2.046)$. Pour le revenu moyen d'après enquêtes $(1629.60/1628.60 - 1)*(-1.590) = (-0.976)$.

distorsion n'est pas très sensible en termes absolus : les résultats de la méthode à variables instrumentales suggèrent que, en moyenne, une augmentation de 10 % des rapatriements de fonds officiels par habitant s'accompagne d'une baisse de 3.5 % du pourcentage d'habitants vivant dans la pauvreté, alors que les estimations effectuées par la méthode des moindres carrés donnent à penser qu'une progression analogue des rapatriements de fonds officiels produit une baisse de 1.8 % du nombre de pauvres. Il convient de poursuivre les recherches sur ce thème.

La troisième leçon à tirer est plus un plaidoyer qu'une conclusion à proprement parler. Dans la perspective des futurs travaux sur ce thème, il convient de s'attacher davantage à réunir et à publier de meilleures données sur les migrations et transferts de fonds internationaux. S'agissant des migrations internationales, il serait utile que les PED se mettent à publier des statistiques sur le nombre et la destination de leurs émigrés. Dans beaucoup de ces pays, les données existent mais ne sont pas publiées. Pour les transferts de fonds, le FMI devrait s'employer à mieux calculer les montants transmis par des canaux informels ou officiels. Il est possible que les pauvres, surtout ceux qui viennent de pays proches des grandes régions d'accueil de la main-d'œuvre, privilégient ce type de circuit. C'est pourquoi une étude de l'incidence des migrations et transferts de fonds (officiels ou non) sur la pauvreté du monde en développement ne saurait être précise et exhaustive sans la mise à disposition de données plus exactes sur le volume important des rapatriements de fonds officiels.

De nos conclusions découlent deux recommandations en matière de politique. S'agissant des migrations, l'incidence positive qu'elles ont sur la pauvreté accroît l'importance de l'orientation à adopter dans la communauté internationale en matière de « gestion des migrations ». La communauté internationale s'est beaucoup penchée jusqu'ici sur les mouvements internationaux de biens, de services et de capitaux, mais bien moins sur les mouvements de population. Les résultats suggèrent qu'il serait extrêmement bénéfique pour les pauvres de tous pays qu'on s'attache davantage, au plan international, à inscrire « les politiques migratoires » dans le cadre plus large du dialogue planétaire sur le développement économique et la réduction de la pauvreté. En ce qui concerne les transferts de fonds, la communauté internationale doit s'employer à réduire les coûts actuellement élevés des transferts vers les pays d'origine des migrants. A l'heure actuelle, ces frais excessifs, imputables à l'insuffisance de la concurrence ou des réglementations et à la médiocre performance financière de ces pays, constituent en quelque sorte une taxe régressive sur les migrants internationaux et leurs familles. L'abaissement des coûts ne pourra qu'amplifier l'impact de ces transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté et inciter les migrants à emprunter davantage les canaux officiels.

RÉFÉRENCES

- Adams, Jr., R. (1991), “The Effects of International Remittances on Poverty, Inequality and Development in Rural Egypt”, Research Report No. 86, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Adams, Jr., R. (1993), “The Economic and Demographic Determinants of International Migration in Rural Egypt”, *Journal of Development Studies*, No. 30, pp. 146-167.
- Adams, Jr., R. (2004), “Economic Growth, Inequality and Poverty: Estimating the growth elasticity of poverty”, *World Development*, No. 32, pp. 1989-2014.
- Bhalla, S. (2002), *Imagine There’s No Country: Poverty, inequality and growth in the era of globalization*, Institute for International Economics, Washington, DC.
- Birdsall, N. and J. Londono (1997), “Asset Inequality Matters: An assessment of the World Bank’s approach to poverty reduction”, *American Economic Review*, No. 87, pp. 32-37.
- Collier, P. and D. Dollar (2001), “Can the World Cut Poverty in Half? How policy reform and effective aid can meet international development goals”, *World Development*, No. 29, pp. 1787-1802.
- Deaton, A. (2001), “Counting the World’s Poor: Problems and possible solutions”, *World Bank Research Observer*, No. 16, pp. 125-147.
- El-Qorchi, M., S. Maimbo and J. Wilson (2003), “Informal Funds Transfer Systems: An analysis of the informal hawala system”, IMF Occasional Paper 222, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gustafson, B. and N. Makonnen (1993), “Poverty and Remittances in Lesotho”, *Journal of African Economies*, No. 2, pp. 49-73.
- Harris, J. and M. Todaro (1970), “Migration, Unemployment and Development: A two-sector analysis”, *American Economic Review*, No. 60, pp. 126-142.
- Hatton, T. and J. Williamson (2003), “What Fundamentals Drive World Migration?”, Wider Discussion Paper No. 2003/23, Helsinki, Finlande.
- International Monetary Fund (various), *Balance of Payments Statistics Yearbook*, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Karemera, D., V. Oguledo and B. Davis (2000), “A Gravity Model Analysis of International Migration to North America”, *Applied Economics*, No. 32, pp. 1745-1755.
- Lipton, M. (1980), “Migration from Rural Areas of Poor Countries: The impact on rural productivity and income distribution”, *World Development*, No. 8, pp. 1-24.
- OCDE (différentes années), *Tendances des migrations internationales*, Paris, France.

- Passel, J., R. Capps and M. Fix (2004), “Undocumented Immigrants: Facts and Figures”, Unpublished manuscript, Urban Institute, Washington, DC.
- Ratha, D. (2004), “Enhancing the Developmental Effect of Workers’ Remittances to Developing Countries”, *Global Development Finance*, World Bank, Washington, DC, pp. 169-173.
- Ravallion, M. (1997), “Can High-inequality Developing Countries Escape Absolute Poverty?”, *Economics Letters*, No. 56, pp. 51-57.
- Ravallion, M. and S. Chen (1997), “What Can New Survey Data Tell Us About Recent Changes in Distribution and Poverty?”, *World Bank Economic Review*, No. 11, pp. 357-382.
- Squire, L. (1993), “Fighting Poverty”, *American Economic Review*, No. 83, pp. 377-382.
- Stahl, C. (1982), “Labor Emigration and Economic Development”, *International Migration Review*, No. 16, pp. 868-899.
- Stark, O. (1991), *The Migration of Labor*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Stark, O. and J.E. Taylor (1989), “Relative Deprivation and International Migration”, *Demography*, No. 26, pp. 1-14.
- Taylor, J.E. (1992), “Remittances and Inequality Reconsidered: Direct, indirect and intertemporal effects”, *Journal of Policy Modeling*, No. 14, pp. 187-208.
- Taylor, J.E., C. Zabin and K. Eckhoff (1999), “Migration and Rural Development in El-Salvador: A micro-economywide perspective”, *North American Journal of Economics and Finance*, No. 10, pp. 91-114.
- United States, Census Bureau (1990 and 2000), *Population Census*, Washington, DC.
- Vogler, M. and R. Rotte (2000), “The Effects of Development on Migration: Theoretical issues and new empirical evidence”, *Journal of Population Economics*, No. 13, pp. 485-505.
- World Bank (2000), *World Development Report, 2000/01*, World Bank, Washington, DC.
- World Bank (2002), *Global Poverty Monitoring Database*, World Bank, Washington, DC.
- World Bank (2004), *Global Development Finance*, World Bank, Washington, DC.

Table 13.1. OLS estimates of the effects of international migration on poverty, estimated using per capita GDP

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE = POVERTY HEADCOUNT (USD1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
PER CAPITA GDP (CONSTANT 1995 DOLLARS)	-1.177 (-8.84)**	-1.003 (-6.48)**	-1.343 (-8.82)**	-1.295 (-6.43)**	-1.417 (-7.51)**	-1.399 (-5.72)**
GINI COEFFICIENT	3.396 (6.88)**	2.502 (4.90)**	4.170 (7.39)**	3.195 (4.81)**	4.600 (6.93)**	2.926 (3.61)**
INTERNATIONAL MIGRATION (SHARE OF MIGRANTS IN COUNTRY POPULATION)	-0.155 (-2.49)*	-0.085 (-1.52)	-0.120 (-1.68)	-0.101 (-1.38)	-0.023 (-0.27)	-0.015 (-0.17)
EAST ASIA		0.402 (0.98)		0.109 (0.20)		-0.496 (-0.76)
EUROPE, CENTRAL ASIA		-0.959 (-1.87)		-0.459 (-0.69)		-0.356 (-0.44)
LATIN AMERICA		0.257 (0.59)		0.581 (1.02)		0.677 (0.97)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-1.691 (-3.65)**		-1.291 (-2.14)*		-1.638 (-2.18)*
SOUTH ASIA		0.468 (1.33)		0.347 (0.76)		-0.180 (-0.29)
CONSTANT	13.550 (10.94)**	11.556 (10.18)**	14.089 (9.96)**	12.733 (8.63)**	14.022 (8.03)**	12.416 (6.81)**
N	109	108	109	108	100	100
ADJ R ²	0.493	0.694	0.481	0.594	0.399	0.504
F-STATISTIC	36.11	31.39	34.41	20.59	22.91	13.59

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates.

* Significant at the 0.10 level.

** Significant at the 0.05 level.

Table 13.2. OLS estimates of the effect of international migration on poverty, estimated using survey mean income

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE = POVERTY HEADCOUNT		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
PER CAPITA SURVEY MEAN INCOME	-2.336 (-16.85)**	-1.942 (-12.00)**	-2.623 (-15.24)**	-2.437 (-11.89)**	-2.659 (-11.49)**	-2.699 (-10.19)**
GINI COEFFICIENT	4.025 (12.08)**	3.060 (7.68)**	4.798 (11.60)**	3.678 (7.30)**	5.002 (9.29)**	3.675 (5.64)**
INTERNATIONAL MIGRATION (SHARE OF MIGRANTS IN COUNTRY POPULATION)	-0.188 (-4.48)**	-0.136 (-3.12)**	-0.153 (-2.93)**	-0.143 (-2.59)*	-0.048 (-0.69)	-0.086 (-1.19)
EAST ASIA		-0.423 (-1.50)		-0.962 (-2.69)**		-1.609 (-3.53)**
EUROPE, CENTRAL ASIA		-1.046 (-2.98)		-0.674 (-1.52)		-0.445 (-0.78)
LATIN AMERICA		-0.147 (-0.50)		0.037 (0.10)		0.157 (0.33)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-1.322 (-3.77)**		-1.268 (-2.86)**		-1.191 (-2.08)*
SOUTH ASIA		-0.054 (-0.20)		-0.344 (0.99)		0.775 (-1.61)
CONSTANT	22.530 (19.09)**	19.214 (15.30)**	23.915 (16.32)**	21.943 (13.81)**	23.436 (11.98)**	22.960 (11.17)**
N	106	106	106	106	100	100
ADJ R ²	0.766	0.817	0.722	0.773	0.598	0.685
F-STATISTIC	116.09	59.71	92.00	45.89	50.11	27.93

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates.

* Significant at the 0.10 level.

** Significant at the 0.05 level.

Table 13.3. OLS estimates of the effects of official international remittances on poverty, estimated using per capita GDP

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE = POVERTY HEADCOUNT (USD1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(8)	(9)
PER CAPITA GDP (CONSTANT 1995 DOLLARS)	-1.129 (-7.78)**	-0.852 (-6.19)**	-1.273 (-7.80)**	-0.961 (-5.27)**	-1.228 (-6.43)**	-0.929 (-4.22)**
GINI COEFFICIENT	2.959 (5.48)**	1.882 (3.91)**	4.266 (7.02)**	3.184 (5.00)**	4.786 (7.33)**	3.271 (4.44)**
PER CAPITA OFFICIAL INTERNATIONAL REMITTANCES	-0.119 (-1.98)*	-0.077 (-1.70)*	-0.208 (-3.09)**	-0.209 (-3.45)**	-0.215 (-2.82)**	-0.164 (-2.02)**
EAST ASIA		0.065 (0.19)		-0.306 (-0.68)		-0.991 (-1.95)*
EUROPE, CENTRAL ASIA		-1.928 (-5.29)**		-2.198 (-4.55)**		-1.826 (-3.30)**
LATIN AMERICA		-0.147 (-0.47)		-0.128 (-0.31)		-0.314 (-0.65)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-2.099 (-6.23)**		-1.748 (-3.92)**		-2.101 (-3.69)**
SOUTH ASIA		0.077 (0.26)		0.165 (0.42)		-0.384 (-0.78)
CONSTANT	13.059 (10.08)**	10.575 (10.55)**	14.095 (9.67)**	11.437 (8.61)**	13.365 (8.01)**	10.567 (6.51)**
N	100	99	100	99	89	89
ADJ R ²	0.427	0.744	0.480	0.679	0.484	0.606
F-STATISTIC	25.66	36.70	31.49	26.89	28.58	17.92

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates.

* Significant at the 0.10 level.

** Significant at the 0.05 level.

Table 13.4. OLS estimates of the effect of official international remittances on poverty, estimated using survey mean income

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE = POVERTY HEADCOUNT (USD1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
PER CAPITA SURVEY MEAN INCOME	-2.242 (-15.48)**	-1.605 (-10.47)**	-2.593 (-14.29)**	-2.005 (-9.16)**	-2.394 (-11.74)**	-2.059 (-8.44)**
GINI COEFFICIENT	3.646 (10.42)**	2.752 (7.34)**	5.029 (11.47)**	4.095 (7.66)**	5.361 (11.23)**	4.398 (7.29)**
PER CAPITA OFFICIAL INTERNATIONAL REMITTANCES	-0.163 (-3.88)**	-0.176 (-4.48)**	-0.181 (-3.44)**	-0.208 (-3.70)**	-0.212 (-3.75)**	-0.214 (-3.40)**
EAST ASIA		-0.126 (-0.52)		-0.549 (-1.59)		-1.152 (-3.03)**
EUROPE, CENTRAL ASIA		-1.337 (-4.69)**		-1.365 (-3.36)**		-0.893 (-1.96)*
LATIN AMERICA		-0.044 (-0.20)		-0.052 (-0.16)		-0.094 (-0.26)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-1.180 (-3.83)**		-1.091 (-2.49)**		-1.102 (-2.25)*
SOUTH ASIA		0.348 (1.54)		0.269 (0.84)		-0.079 (-0.20)
CONSTANT	16.355 (19.05)**	12.863 (15.86)**	17.896 (16.64)**	14.672 (12.69)**	16.461 (13.77)**	14.446 (11.10)**
N	95	95	95	95	88	88
ADJ R ²	0.762	0.857	0.739	0.797	0.711	0.758
F-STATISTIC	101.25	71.64	89.69	47.25	72.24	35.07

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates.

* Significant at the 0.10 level.

** Significant at the 0.05 level.

Table 13.5. First-stage instrumental variables estimates for international migration

	INTERNATIONAL MIGRATION , ESTIMATED USING PER CAPITA GDP			INTERNATIONAL MIGRATION , ESTIMATED USING SURVEY MEAN INCOME				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
INSTRUMENTS								
DISTANCE FROM REMITTANCE-	-1.162 (-6.21)**			-1.328 (-7.53)**	-1.157 (-6.05)**			-1.331 (-7.40)**
SENDING AREA (US, OECD-EUROPE, PERSIAN GULF) TO REMITTANCE-								
RECEIVING COUNTRY		0.631 (2.38)*		0.913 (4.22)**		0.789 (3.03)**		0.980 (4.59)**
PERCENT OF POPULATION OVER 25 YEARS THAT HAS SECONDARY EDUCATION			0.270 (0.70)	0.137 (0.44)			0.178 (0.47)	0.001 (0.01)
GOVERNMENT STABILITY INCLUDED								
EXOGENOUS VARIABLES	-0.237 (-1.09)	-0.428 (-1.66)	-0.329 (-1.27)	-0.499 (-2.33)*				
PER CAPITA GDP (CONSTANT 1995 DOLLARS)								
PER CAPITA SURVEY MEAN INCOME	0.509 (0.72)	-0.300 (-0.37)	-0.545 (-0.68)	1.041 (1.56)	-0.541 (-1.86)	-1.089 (-3.21)**	-0.745 (-2.21)*	-0.843 (-3.00)**
GINI COEFFICIENT					0.728 (1.06)	-0.109 (-0.15)	-0.331 (-0.42)	1.099 (1.69)
EAST ASIA	2.022 (3.29)**	0.753 (1.05)	1.081 (1.53)	1.436 (2.45)*	1.728 (3.13)**	0.325 (0.51)	0.780 (1.22)	0.983 (1.82)
EUROPE,	0.358 (0.46)	1.617 (1.90)	2.251 (2.72)**	-0.876 (-1.14)	0.357 (0.50)	1.744 (2.34)*	2.362 (3.19)**	-1.067 (-1.48)
CENTRAL ASIA	1.906 (3.09)**	2.691 (3.84)**	2.951 (4.25)**	1.393 (2.35)*	1.720 (3.13)**	2.592 (4.44)**	2.797 (4.61)**	1.090 (2.09)*
LATIN AMERICA	0.375 (0.50)	2.410 (3.12)**	2.929 (4.05)**	-0.837 (-1.12)	0.315 (0.40)	2.656 (3.68)**	3.151 (4.36)**	-1.001 (-1.30)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA	0.232 (0.44)	0.152 (0.24)	0.590 (0.92)	-0.381 (-0.71)	-0.009 (-0.02)	-0.260 (-0.42)	0.309 (0.48)	-0.696 (-1.30)
SOUTH ASIA	8.993 (4.03)**	-0.588 (-0.32)	-0.965 (-0.51)	11.118 (5.05)**	11.527 (4.40)**	4.212 (1.69)	2.551 (0.95)	14.072 (5.51)**
CONSTANT	117 (0.44)	114 (0.259)	114 (0.240)	111 (0.514)	117 (0.451)	115 (0.313)	113 (0.256)	111 (0.538)
N	42.65	8.46	4.15	12.65	42.65	8.46	4.15	12.65
ADJ R ²								
F-STATISTICS EXCLUDED INSTRUMENTS								
P-VALUE	0.000	0.004	0.148	0.000	0.000	0.004	0.148	0.000

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates. * Significant at the 0.10 level. ** Significant at the 0.05 level.

Table 13.6. First-stage instrumental variables estimates for official international remittances

	PER CAPITA INTERNATIONAL REMITTANCES, ESTIMATED USING PER CAPITA GDP		PER CAPITA INTERNATIONAL REMITTANCES, ESTIMATED USING SURVEY MEAN INCOME				
	(1)	(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
INSTRUMENTS							
DISTANCE FROM REMITTANCE-SENDING AREA (US, OECD-EUROPE, PERSIAN GULF) TO RECEIVING COUNTRY	-1.565 (-6.24)**			-1.191 (-4.71)**			-1.271 (-4.01)**
PERCENT OF POPULATION OVER 25 YEARS THAT HAS SECONDARY EDUCATION		-0.232 (-0.58)			0.071 (0.20)		-0.276 (-0.76)
GOVERNMENT STABILITY INCLUDED			0.611 (1.12)			0.414 (0.87)	0.504 (1.10)
EXOGENOUS VARIABLES							
PER CAPITA GDP (CONSTANT 1995 DOLLARS)	0.505 (1.93)	0.773 (1.74)	0.141 (0.38)	1.358 (3.26)**			
PER CAPITA SURVEY MEAN INCOME					0.440 (1.19)	0.145 (0.31)	0.611 (1.33)
GINI COEFFICIENT	1.272 (1.34)	-0.593 (-0.46)	0.552 (0.43)	0.264 (0.23)	1.124 (1.22)	0.694 (0.61)	1.221 (1.13)
EAST ASIA	2.143 (2.97)**	0.660 (0.65)	0.587 (0.66)	3.084 (3.21)**	2.165 (3.29)**	0.763 (0.85)	2.789 (2.86)**
EUROPE, ENTRAL ASIA	-2.000 (-2.76)**	-0.392 (-0.33)	0.205 (0.17)	-3.164 (-2.61)*	-1.354 (-1.86)	0.210 (0.21)	-1.107 (-1.03)
LATIN AMERICA	0.084 (0.13)	1.528 (1.80)	1.687 (2.05)*	-0.303 (-0.36)	0.867 (1.54)	1.872 (2.70)	1.053 (1.46)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA	-0.864 (-1.05)	2.504 (2.51)*	2.813 (3.35)**	-1.742 (-1.54)	0.651 (0.72)	3.745 (4.25)**	0.873 (0.77)
SOUTH ASIA	1.378 (2.46)*	1.957 (2.30)*	1.852 (2.31)*	2.054 (2.60)*	1.566 (2.95)**	1.740 (2.35)*	2.173 (2.79)**
CONSTANT	10.914 (3.91)**	-4.645 (-1.42)	-0.791 (-0.28)	7.598 (2.17)*	7.871 (91)	0.040 (0.01)	6.713 (1.64)
N	101	91	91	84	97	90	83
ADJ R ²	0.463	0.193	0.177	0.436	0.478	0.305	0.397
F-STATISTICS							
EXCLUDED INSTRUMENTS	39.42	4.92	4.23	8.90	39.42	4.92	8.90
P-VALUE	0.000	0.069	0.047	0.000	0.000	0.069	0.000

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates. * Significant at the 0.10 level. ** Significant at the 0.05 level.

Table 13.7. Instrumental variables estimates of the effects of international migration on poverty, estimated using per capita GDP

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE = POVERTY HEADCOUNT (USD\$1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
<u>INSTRUMENTED ENDOGENOUS VARIABLE</u>	-0.526 (-4.36)**	-0.186 (-2.05)*	-0.424 (-3.31)**	-0.280 (-2.37)*	-0.230 (-1.68)	-0.136 (-1.02)
INTERNATIONAL MIGRATION (SHARE OF MIGRANTS IN COUNTRY POPULATION)						
<u>EXOGENOUS REGRESSORS</u>						
PER CAPITA GDP (CONSTANT 1995 DOLLARS)	-1.031 (-6.20)**	-1.075 (-6.65)**	-1.219 (-6.90)**	-1.406 (-6.66)**	-1.378 (-6.90)**	-1.498 (-5.99)**
GINI COEFFICIENT	3.475 (6.12)**	2.444 (4.71)**	4.219 (7.00)**	3.050 (4.51)**	4.613 (6.85)**	2.840 (3.55)**
EAST ASIA		0.412 (0.96)		0.165 (0.30)		-0.524 (-0.80)
EUROPE, CENTRAL ASIA		-0.782 (-1.43)		-0.119 (-0.17)		-0.174 (-0.21)
LATIN AMERICA		0.485 (0.98)		1.030 (1.60)		0.943 (1.25)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-1.300 (-2.49)*		-0.638 (-0.94)		-1.249 (-1.52)
SOUTH ASIA		0.372 (0.98)		0.221 (0.44)		-0.288 (-0.46)
CONSTANT	12.531 (8.28)**	11.880 (10.00)**	13.228 (8.23)**	13.113 (8.46)**	13.783 (7.67)**	12.923 (7.05)**
N	103	102	103	102	96	96
ADJ R ²	0.307	0.671	0.385	0.559	0.380	0.503
F-STATISTIC	30.94	27.39	31.40	18.11	23.43	13.28

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates. * Significant at the 0.10 level. ** Significant at the 0.05 level.

Table 13.8. Instrumental variables estimates of the effect of international migration on poverty, estimated using survey mean income

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE = POVERTY HEADCOUNT (USD1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
<u>INSTRUMENTED ENDOGENOUS VARIABLE</u>						
INTERNATIONAL MIGRATION (SHARE OF MIGRANTS IN COUNTRY POPULATION)	-0.337 (-4.78)**	-0.211 (-3.06)**	-0.230 (-2.78)**	-0.197 (-2.30)*	-0.059 (-0.56)	-0.136 (-1.27)
<u>EXOGENOUS REGRESSORS</u>						
PER CAPITA SURVEY MEAN INCOME	-2.193 (-14.56)**	-1.956 (-11.66)**	-2.498 (-14.07)**	-2.422 (-11.58)**	-2.575 (-10.93)**	-2.681 (-9.91)**
GINI COEFFICIENT	3.989 (11.30)**	3.001 (7.45)**	4.723 (11.36)**	3.595 (7.16)**	4.916 (9.09)**	3.583 (5.53)**
EAST ASIA		-0.402 (-1.36)		-1.008 (-2.73)**		-1.693 (-3.60)**
EUROPE, CENTRAL ASIA		-0.926 (-2.43)*		-0.668 (1.40)		-0.485 (-0.80)
LATIN AMERICA		0.012 (0.04)		0.097 (0.23)		0.180 (0.34)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-1.022 (-2.57)**		-1.115 (-2.24)*		-1.167 (-1.83)
SOUTH ASIA		-0.059 (-0.20)		-0.415 (-1.14)		-0.853 (-1.70)
CONSTANT	21.448 (16.91)**	19.142 (15.01)**	22.95 (15.36)**	21.739 (13.67)**	22.773 (11.51)**	22.788 (11.06)**
N	101	101	101	101	96	96
ADJ R ²	0.726	0.802	0.708	0.764	0.589	0.680
F-STATISTIC	96.33	52.33	83.12	41.53	46.38	23.33

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates. * Significant at the 0.10 level. ** Significant at the 0.05 level.

Table 13.9. Instrumental variables estimates of the effects of official international remittances on poverty, estimated using per capita GDP

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE – POVERTY HEADCOUNT (USD1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
<u>INSTRUMENTED ENDOGENOUS VARIABLE</u> PER CAPITA OFFICIAL INTERNATIONAL REMITTANCES	-0.604 (-3.69)**	-0.128 (-1.63)	-0.579 (-3.70)**	-0.304 (-2.92)**	-0.387 (-2.88)**	-0.205 (-1.36)
<u>EXOGENOUS REGRESSORS</u> PER CAPITA GDP (CONSTANT 1995 DOLLARS)	-1.085 (-4.52)**	-0.901 (-6.19)**	-1.345 (-5.87)**	-1.121 (-4.59)**	-1.328 (-5.73)**	-1.165 (-4.38)**
GINI COEFFICIENT	3.172 (4.19)**	2.149 (3.95)**	4.662 (6.46)**	3.749 (5.21)**	4.983 (7.33)**	3.947 (4.87)**
EAST ASIA		0.047 (0.12)		-0.133 (-0.27)		-0.787 (-1.42)
EUROPE, CENTRAL ASIA		-1.780 (-3.36)**		-1.749 (-2.50)*		-0.805 (-0.98)
LATIN AMERICA		-0.140 (-0.37)		0.117 (0.23)		-0.089 (-0.15)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-1.904 (-4.25)**		-1.113 (-1.88)		-1.589 (-1.97)
SOUTH ASIA		0.148 (0.40)		0.437 (0.89)		-0.124 (-0.19)
CONSTANT	14.199 (6.85)**	11.255 (7.92)**	15.961 (8.07)**	13.037 (6.93)**	14.809 (7.52)**	12.691 (6.15)**
N	83	82	83	82	75	75
ADJ R ²	0.041	0.721	0.379	0.653	0.524	0.597
F-STATISTIC	18.53	27.30	27.17	19.94	27.98	14.10

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates. * Significant at the 0.10 level. ** Significant at the 0.05 level.

Table 13.10. Instrumental variables estimates of the effects of official international remittances on poverty, estimated using survey mean income

VARIABLE	DEPENDENT VARIABLE – POVERTY HEADCOUNT (USD1.08/PERSON/DAY)		DEPENDENT VARIABLE = POVERTY GAP		DEPENDENT VARIABLE = SQUARED POVERTY GAP	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
<u>INSTRUMENTED ENDOGENOUS VARIABLE</u>						
PER CAPITA OFFICIAL INTERNATIONAL REMITTANCES	-0.464 (-4.70)**	-0.351 (-3.55)**	-0.421 (-3.68)**	-0.396 (-2.91)**	-0.247 (-2.31)*	-0.283 (-2.24)*
<u>EXOGENOUS REGRESSORS</u>						
PER CAPITA SURVEY MEAN INCOME	-2.00 (-9.87)**	-1.590 (-9.12)**	-2.415 (-10.31)**	-1.986 (-8.26)**	-2.322 (-9.42)**	-2.072 (-8.32)
GINI COEFFICIENT	3.610 (8.14)**	2.950 (6.60)**	5.094 (9.93)**	4.407 (7.15)**	5.351 (10.26)**	4.700 (7.25)**
EAST ASIA		-0.230 (-0.76)		-0.688 (-1.65)		-1.373 (-3.25)**
EUROPE, CENTRAL ASIA		-1.608 (-4.01)**		-1.790 (-3.23)**		-0.929 (-1.51)
LATIN AMERICA		-0.021 (-0.07)		-0.038 (-0.09)		-0.303 (-0.68)
MIDDLE EAST, NORTH AFRICA		-0.614 (-1.24)		-0.533 (-0.78)		-1.026 (-1.54)
SOUTH ASIA		0.443 (1.28)		0.363 (0.76)		-0.145 (-0.28)
CONSTANT	20.965 (12.79)**	17.271 (12.39)**	23.770 (12.53)	20.214 (10.51)**	22.041 (11.05)**	20.264 (10.07)**
N	81	81	81	81	75	75
ADJ R ²	0.642	0.811	0.674	0.756	0.688	0.744
F-STATISTIC	60.26	46.06	60.67	33.11	51.43	27.06

Notes: All variables expressed in logs. T-ratios shown in parenthesis. Number of observations reduced in table because of missing values. See Annex Table A1 for countries and survey dates. * Significant at the 0.10 level. ** Significant at the 0.05 level.

Annex Table A1. Summary of data set on poverty, inequality, international migration and remittances

Country	Survey Year	Region	Poverty Headcount (USD1/ person/day)	Poverty Gap (%)	Squared Poverty Gap (%)	Gini Coefficient	Migration as Share of Country Population	Official Remittances (million dollars)	Per capita Official Remittances (constant 1995 dollars)
Algeria	1988	Middle East, North Africa	1.75	0.64	0.48	0.414	2.77	379	15.94
Algeria	1995	Middle East, North Africa	1.16	0.23	0.094	0.353	2.01	1101	39.22
Bangladesh	1984	South Asia	26.16	5.98	1.96	0.258	0.04	527	5.58
Bangladesh	1986	South Asia	21.96	3.92	1.07	0.269	0.04	497	4.98
Bangladesh	1989	South Asia	33.75	7.72	2.44	0.288	0.05	771	7.17
Bangladesh	1992	South Asia	35.86	8.77	2.98	0.282	0.06	848	7.43
Bangladesh	1996	South Asia	29.07	5.88	1.6	0.336	0.09	1217	10.78
Belarus	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.227	0	0	0
Belarus	1993	Europe, Central Asia	1.06	0.13	0.03	0.216	0	0	0
Belarus	1995	Europe, Central Asia	2.27	0.71	0.46	0.287	0	29	2.84
Bolivia	1990	Latin America	11.28	2.22	0.6	0.42	0.47	2	0.30
Botswana	1985	Sub-Saharan Africa	33.3	12.53	6.09	0.542	0	0	0
Brazil	1985	Latin America	15.8	4.69	1.82	0.595	0.05	25	0.18
Brazil	1988	Latin America	18.62	6.78	3.22	0.624	0.05	19	0.13
Brazil	1993	Latin America	18.79	8.38	5.01	0.615	0.08	1123	7.24
Brazil	1995	Latin America	13.94	3.94	1.46	0.6	0.09	2891	18.12
Brazil	1997	Latin America	5.1	1.32	0.5	0.517	0.11	1324	8.08
Bulgaria	1989	Europe, Central Asia	0	0	0	0.233	0.2	0	0
Bulgaria	1992	Europe, Central Asia	0	0	0	0.308	0.2	0	0
Bulgaria	1995	Europe, Central Asia	0	0	0	0.285	0.2	0	0
Burkina Faso	1994	Sub-Saharan Africa	61.18	25.51	13.03	0.482	0	80	8.19
Central African Rep	1993	Sub-Saharan Africa	66.58	40.04	28.56	0.613	0	0	0
Chile	1987	Latin America	10.2	2.25	0.66	0.564	0.4	0	0
Chile	1990	Latin America	8.26	2.03	0.73	0.56	0.42	0	0
Chile	1992	Latin America	3.91	0.74	0.23	0.557	0.44	0	0
Chile	1994	Latin America	4.18	0.65	0.15	0.548	0.46	0	0
Colombia	1988	Latin America	4.47	1.31	0.57	0.531	0.8	448	13.32
Colombia	1991	Latin America	2.82	0.75	0.32	0.513	0.86	866	24.29
Colombia	1995	Latin America	8.87	2.05	0.63	0.574	1.02	739	19.16
Colombia	1996	Latin America	10.99	3.16	1.21	0.571	1.06	635	16.16
Costa Rica	1986	Latin America	12.52	5.44	3.27	0.344	1.43	0	0
Costa Rica	1990	Latin America	11.08	4.19	2.37	0.456	1.41	0	0
Costa Rica	1993	Latin America	10.3	3.53	1.79	0.462	1.58	0	0
Costa Rica	1996	Latin America	9.57	3.18	1.55	0.47	1.71	122	34.83
Côte d'Ivoire	1985	Sub-Saharan Africa	4.71	0.59	0.1	0.412	0	0	0
Côte d'Ivoire	1987	Sub-Saharan Africa	3.28	0.41	0.08	0.4	0	0	0
Côte d'Ivoire	1993	Sub-Saharan Africa	9.88	1.86	0.54	0.369	0	0	0
Côte d'Ivoire	1995	Sub-Saharan Africa	12.29	2.4	0.71	0.367	0	0	0

Country	Survey Year	Region	Poverty Headcount (USD1/ person/day)	Poverty Gap (%)	Squared Poverty Gap (%)	Gini Coefficient	Migration as Share of Country Population	Official Remittances (million dollars)	Per capita Official Remittances (constant 1995 dollars)
Czech Republic	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.194	1.73	0	0
Czech Republic	1993	Europe, Central Asia	0	0	0	0.266	1.53	0	0
Dominican Republic	1989	Latin America	7.73	1.51	0.42	0.504	4.89	301	43.33
Dominican Republic	1996	Latin America	3.19	0.71	0.26	0.487	7.08	914	116.70
Ecuador	1988	Latin America	24.85	10.21	5.82	0.439	1.38	0	0
Ecuador	1995	Latin America	20.21	5.77	2.27	0.437	1.92	382	33.32
Egypt	1991	Middle East, North Africa	3.97	0.53	0.13	0.35	0.15	2569	47.92
Egypt	1995	Middle East, North Africa	5.55	0.66	0.13	0.283	0.18	3279	56.35
El Salvador	1989	Latin America	25.49	13.72	10.06	0.489	9.06	228	45.38
El Salvador	1996	Latin America	25.26	10.35	5.79	0.522	11.67	1084	187.32
Estonia	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.229	0	0	0
Estonia	1993	Europe, Central Asia	3.15	0.91	0.51	0.395	0	0	0
Estonia	1995	Europe, Central Asia	4.85	1.18	0.39	0.353	0	0	0
Ethiopia	1981	Sub-Saharan Africa	32.73	7.69	2.71	0.324	0.07	0	0
Ethiopia	1995	Sub-Saharan Africa	31.25	7.95	2.99	0.399	0.09	0	0
Gambia	1992	Sub-Saharan Africa	53.69	23.27	13.28	0.478	0	0	0
Ghana	1987	Sub-Saharan Africa	47.68	16.6	7.81	0.353	0.11	1	0.07
Ghana	1989	Sub-Saharan Africa	50.44	17.71	8.36	0.359	0.12	6	0.41
Ghana	1992	Sub-Saharan Africa	45.31	13.73	5.61	0.339	0.18	7	0.43
Ghana	1999	Sub-Saharan Africa	44.81	17.28	8.71	0.327	0.32	26	1.44
Guatemala	1987	Latin America	47.04	22.47	13.63	0.582	2.09	0	0
Guatemala	1989	Latin America	39.81	19.79	12.59	0.596	2.34	69	8.07
Honduras	1989	Latin America	44.67	20.65	12.08	0.595	2.11	35	7.40
Honduras	1992	Latin America	38.98	17.74	10.4	0.545	2.74	60	11.62
Honduras	1994	Latin America	37.93	16.6	9.38	0.552	3.23	85	15.54
Honduras	1996	Latin America	40.49	17.47	9.72	0.537	3.66	128	22.15
Hungary	1989	Europe, Central Asia	0	0	0	0.233	2.02	0	0
Hungary	1993	Europe, Central Asia	0	0	0	0.279	1.75	0	0
India	1983	South Asia	52.55	16.27	NA	0.32	0.04	2311	3.14
India	1986	South Asia	47.46	13.92	NA	0.337	0.06	2105	2.69
India	1988	South Asia	47.99	13.51	NA	0.329	0.07	2402	2.95
India	1990	South Asia	45.95	12.63	NA	0.312	0.09	1875	2.21
India	1995	South Asia	46.75	12.72	NA	0.363	0.11	7685	8.27
India	1997	South Asia	44.03	11.96	NA	0.378	0.12	10688	11.10
Indonesia	1987	East Asia	28.08	6.08	1.78	0.331	0.01	86	0.51
Indonesia	1993	East Asia	14.82	2.98	0.39	0.317	0.05	346	1.84
Indonesia	1996	East Asia	7.81	0.95	0.18	0.364	0.08	796	4.35
Indonesia	1998	East Asia	26.33	5.43	1.69	0.315	0.1	959	4.71
Iran	1990	Middle East, North Africa	0.9	0.8	NA	0.434	0.63	1	0.02

Country	Survey Year	Region	Poverty Headcount (USD1/ person/day)	Poverty Gap (%)	Squared Poverty Gap (%)	Gini Coefficient	Migration as Share of Country Population	Official Remittances (million dollars)	Per capita Official Remittances (constant 1995 dollars)
Jamaica	1988	Latin America	5.02	1.38	0.67	0.431	17.03	76	32.24
Jamaica	1990	Latin America	0.62	0.03	0.01	0.418	19.07	136	56.57
Jamaica	1993	Latin America	4.52	0.86	0.29	0.379	21.8	187	75.65
Jamaica	1996	Latin America	3.15	0.73	0.32	0.364	24.4	636	250.52
Jordan	1987	Middle East, North Africa	0	0	0	0.36	0.87	939	329.99
Jordan	1992	Middle East, North Africa	0.55	0.12	0.05	0.433	0.93	843	225.89
Jordan	1997	Middle East, North Africa	0.36	0.1	0.06	0.364	0.94	1655	371.26
Kazakhstan	1988	Europe, Central Asia	0.05	0.02	0.01	0.257	0	0	0
Kazakhstan	1993	Europe, Central Asia	1.06	0.04	0.01	0.326	0	0	0
Kazakhstan	1996	Europe, Central Asia	1.49	0.27	0.1	0.354	0	10	0.64
Kenya	1992	Sub-Saharan Africa	33.54	12.82	6.62	0.574	0	0	0
Kenya	1994	Sub-Saharan Africa	26.54	9.03	4.5	0.445	0	0	0
Kyrgyz Rep.	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.26	0	0	0
Kyrgyz Rep.	1993	Europe, Central Asia	22.99	10.87	6.82	0.537	0	2	0.44
Kyrgyz Rep.	1997	Europe, Central Asia	1.57	0.28	0.1	0.405	0	3	0.64
Latvia	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.225	0	0	0
Latvia	1993	Europe, Central Asia	0	0	0	0.269	0	0	0
Latvia	1995	Europe, Central Asia	0	0	0	0.284	0	0	0
Latvia	1998	Europe, Central Asia	0.19	0.01	0	0.323	0	3	1.22
Lesotho	1987	Sub-Saharan Africa	30.34	12.66	6.85	0.56	0	0	0
Lesotho	1993	Sub-Saharan Africa	43.14	20.26	11.84	0.579	0	0	0
Lithuania	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.224	0	0	0
Lithuania	1993	Europe, Central Asia	16.47	3.37	0.95	0.336	0	0	0
Lithuania	1996	Europe, Central Asia	0	0	0	0.323	0	2	0.55
Madagascar	1980	Sub-Saharan Africa	49.18	19.74	10.21	0.468	0	0	0
Madagascar	1994	Sub-Saharan Africa	60.17	24.46	12.83	0.434	0	11	0.85
Mauritania	1988	Sub-Saharan Africa	40.64	19.07	12.75	0.425	0	9	4.74
Mauritania	1993	Sub-Saharan Africa	49.37	17.83	8.58	0.5	0	2	0.93
Mauritania	1995	Sub-Saharan Africa	30.98	9.99	4.59	0.389	0	5	2.16
Mexico	1984	Latin America	12.05	2.65	0.78	0.54	1.86	1127	15.24
Mexico	1989	Latin America	16.2	5.63	2.75	0.551	4.66	2213	27.09
Mexico	1992	Latin America	13.31	3.23	1.04	0.543	6.1	3070	35.54
Mexico	1995	Latin America	17.9	6.15	2.92	0.537	7.39	3673	40.30
Moldova	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.241	0	0	0
Moldova	1992	Europe, Central Asia	7.31	1.32	0.32	0.344	0	0	0
Moldova	1985	Middle East, North Africa	2.04	0.7	0.5	0.392	4.38	967	44.67
Morocco	1990	Middle East, North Africa	0.14	0.02	0.01	0.392	4.02	1336	55.54
Mozambique	1996	Sub-Saharan Africa	37.85	12.02	5.42	0.396	0	0	0
Namibia	1993	Sub-Saharan Africa	34.93	13.97	6.93	0.743	0	8	5.26
Nepal	1985	South Asia	42.13	10.79	3.75	0.334	0	39	2.40
Nepal	1995	South Asia	37.68	9.74	3.71	0.387	0	101	4.95
Nicaragua	1993	Latin America	47.94	20.4	11.19	0.503	4.38	25	5.98

Country	Survey Year	Region	Poverty Headcount (USD1/ person/day)	Poverty Gap (%)	Squared Poverty Gap (%)	Gini Coefficient	Migration as Share of Country Population	Official Remittances (million dollars)	Per capita Official Remittances (constant 1995 dollars)
Nigeria	1997	Sub-Saharan Africa	70.24	34.91	NA	0.505	0.09	1920	16.32
Pakistan	1988	South Asia	49.63	14.85	6.03	0.333	0.11	2013	19.63
Pakistan	1991	South Asia	47.76	14.57	6.04	0.332	0.16	1848	16.67
Pakistan	1993	South Asia	33.9	8.44	3.01	0.342	0.18	1562	13.41
Pakistan	1997	South Asia	30.96	6.16	1.86	0.312	0.22	1409	10.97
Panama	1989	Latin America	16.57	7.84	4.9	0.565	3.53	14	5.95
Panama	1991	Latin America	18.9	8.87	5.48	0.568	3.55	14	5.72
Panama	1995	Latin America	14.73	6.15	3.39	0.57	3.61	16	6.08
Panama	1997	Latin America	10.31	3.15	3.67	0.485	3.67	16	5.88
Paraguay	1990	Latin America	11.05	2.47	0.8	0.397	0	43	10.19
Paraguay	1995	Latin America	19.36	8.27	4.65	0.591	200	41.41	41.41
Peru	1985	Latin America	1.14	0.29	0.14	0.457	0	0	0
Peru	1994	Latin America	9.13	2.37	0.92	0.446	0.89	472	20.39
Peru	1997	Latin America	15.49	5.38	2.81	0.462	1.03	636	26.09
Philippines	1985	East Asia	22.78	5.32	1.66	0.41	1.26	111	2.04
Philippines	1988	East Asia	18.28	3.59	0.94	0.407	1.49	388	6.66
Philippines	1991	East Asia	15.7	2.79	0.66	0.438	1.69	329	5.27
Philippines	1994	East Asia	18.36	3.85	1.07	0.429	1.86	443	6.63
Philippines	1997	East Asia	14.4	2.85	0.75	0.461	2	1057	14.82
Poland	1987	Europe, Central Asia	0	0	0	0.255	1.89	0	0
Poland	1990	Europe, Central Asia	0.08	0.027	0.02	0.283	1.84	0	0
Poland	1992	Europe, Central Asia	0.08	0.031	0.02	0.271	1.81	0	0
Romania	1989	Europe, Central Asia	0	0	0	0.233	0.62	0	0
Romania	1992	Europe, Central Asia	0.8	0.34	0.31	0.254	0.77	0	0
Romania	1994	Europe, Central Asia	2.81	0.76	0.43	0.282	0.88	4	0.17
Russian Federation	1994	Europe, Central Asia	6.23	1.6	0.55	0.436	0.34	0	0
Russian Federation	1996	Europe, Central Asia	7.24	1.6	0.47	0.48	0.35	0	0
Russian Federation	1998	Europe, Central Asia	7.05	1.45	0.39	0.487	0.36	0	0
Russian Federation	1991	Sub-Saharan Africa	45.38	19.95	11.18	0.541	0	105	14.05
Senegal	1994	Sub-Saharan Africa	26.26	7.04	2.73	0.412	0	73	9.04
Sierra Leone	1989	Sub-Saharan Africa	56.81	40.45	33.8	0.628	0.18	0	0
South Africa	1993	Sub-Saharan Africa	11.47	1.83	0.38	0.593	0.14	0	0
Sri Lanka	1985	South Asia	9.39	1.69	0.5	0.324	0.06	292	18.43
Sri Lanka	1990	South Asia	3.82	0.67	0.23	0.301	0.12	401	23.57
Sri Lanka	1995	South Asia	6.56	1	0.26	0.343	0.3	790	43.53
Thailand	1988	East Asia	25.91	7.36	2.73	0.438	0.17	0	0
Thailand	1992	East Asia	6.02	0.48	0.05	0.462	0	0	0
Thailand	1996	East Asia	2.2	0.14	0.01	0.434	0.24	0	0
Thailand	1998	East Asia	0	0	0	0.413	0.25	0	0

Country	Survey Year	Region	Poverty Headcount (USD1/ person/day)	Poverty Gap (%)	Squared Poverty Gap (%)	Gini Coefficient	Migration as Share of Country Population	Official Remittances (million dollars)	Per capita Official Remittances (constant 1995 dollars)
Trinidad,	1992	Latin America	12.36	3.48	NA	0.402	10.5	6	4.85
Tobago									
Tunisia	1985	Middle East, North Africa	1.67	0.34	0.13	0.434	3.12	271	37.33
Tunisia	1990	Middle East, North Africa	1.26	0.33	0.16	0.402	3.01	551	67.56
Turkey	1987	Europe, Central Asia	1.49	0.36	0.17	0.435	4.18	2021	38.45
Turkey	1994	Europe, Central Asia	2.35	0.55	0.24	0.415	4.13	2627	44.00
Turkmenistan	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.264	0	0	0
Turkmenistan	1993	Europe, Central Asia	20.92	5.69	2.1	0.357	0	0	0
Uganda	1989	Sub-Saharan Africa	39.17	14.99	7.57	0.443	0	0	0
Uganda	1993	Sub-Saharan Africa	36.7	11.44	5	0.391	0	0	0
Ukraine	1989	Europe, Central Asia	0	0	0	0.233	0	0	0
Ukraine	1992	Europe, Central Asia	0.04	0.01	0.01	0.257	0	0	0
Ukraine	1996	Europe, Central Asia	0	0	0	0.325	0	0	0
Uruguay	1989	Latin America	1.1	0.47	0.4	0.423	0	0	0
Uzbekistan	1988	Europe, Central Asia	0	0	0	0.249	0	0	0
Uzbekistan	1993	Europe, Central Asia	3.29	0.46	0.11	0.332	0	0	0
Venezuela	1981	Latin America	6.3	1.08	0.25	0.556	0.08	0	0
Venezuela	1987	Latin America	6.6	1.04	0.22	0.534	0.14	0	0
Venezuela	1989	Latin America	8.49	1.77	0.49	0.557	0.19	0	0
Venezuela	1993	Latin America	2.66	0.57	0.22	0.416	0.29	0	0
Venezuela	1996	Latin America	14.69	5.62	3.17	0.487	0.36	0	0
Yemen	1992	Middle East, North Africa	5.07	0.93	NA	0.394	0	1018	73.51
Yemen	1998	Middle East, North Africa	10.7	2.42	0.85	0.344	0	1202	72.49
Zambia	1991	Sub-Saharan Africa	58.59	31.04	20.18	0.483	0	0	0
Zambia	1993	Sub-Saharan Africa	69.16	38.49	25.7	0.462	0	0	0
Zambia	1996	Sub-Saharan Africa	72.63	37.75	23.88	0.497	0	0	0
Zimbabwe	1991	Sub-Saharan Africa	35.95	11.39	4.56	0.568	0	0	0

Notes: All poverty and inequality data from World Bank, *Global Poverty Monitoring database*. Migration data from U.S. Population Census and OECD, *Trends in International Migration*. Remittance data from IMF, *Balance of Payments Statistics Yearbook*.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	9
---------------------	----------

Introduction : Les transferts de fonds des émigrés et leur rôle dans le développement	13
<i>Thomas Straubhaar et Florin P. Vădean</i>	

PARTIE I. LES FLUX FINANCIERS DE L'ÉMIGRATION ET LEUR IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Chapitre 1. L'impact des transferts de fonds sur le développement des pays d'origine : le cas de l'Afrique	43
<i>Flore Gubert</i>	

Chapitre 2. Les transferts de fonds des migrants au Maroc et leur utilisation	73
<i>Bachir Hamdouch</i>	

Chapitre 3. Mexique : Migrations internationales, transferts de fonds et développement	85
<i>Rodolfo Garcia Zamora</i>	

Chapitre 4. Migrations, transferts de fonds et impact sur le développement économique en Turquie	93
<i>Ahmet Içduygu</i>	

Chapitre 5. Politiques migratoires, transferts de fonds et développement économique des Philippines	101
<i>Carmelita Dimzon</i>	

PARTIE II. TRANSFERTS DE FONDS ET INFRASTRUCTURES FINANCIÈRES : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Chapitre 6. Principaux canaux et coûts des transferts de fonds : le cas de la Turquie	109
<i>Elif Köksal et Thomas Liebig</i>	

Chapitre 7. Western Union et le marché mondial des transferts de fonds	131
<i>Khalid Fellahi et Susana de Lima</i>	

Chapitre 8. Les service MoneySend et MasterCard™	145
<i>Olivier Denis</i>	

Annexe de la Partie II : Les infrastructures financières de transferts de fonds via le système bancaire et les autres circuits financiers : les cas du Portugal, du Maroc, de l'Amérique latine et des Caraïbes	149
<i>José Nascimento Ribeiro, Laïdi El Wardi et Mustapha Khyar, Pedro de Vasconcelos</i>	

PARTIE III. IMPACT MACROÉCONOMIQUE DES TRANSFERTS DE FONDS

Chapitre 9. Quel est l'impact macroéconomique des transferts de fonds sur les pays d'origine ?	195
<i>Jackline Wahba</i>	

Chapitre 10. Retombées macroéconomiques des transferts de fonds	203
<i>Sena Eken</i>	

Chapitre 11. Les transferts de fonds des migrants, un outil potentiel important pour le développement : le cas de l'Italie	209
<i>Ricardo Settimo</i>	

Chapitre 12. Transferts de fonds et développement : le cas de la Grèce	215
<i>Nicholas Glytsos</i>	

Chapitre 13. Les migrations internationales et les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté dans les pays en développement ?	233
<i>Richard Adams et John Page</i>	

PARTIE IV. INITIATIVES RÉCENTES EN VUE D'ORIENTER LES TRANSFERTS DE FONDS VERS LE DÉVELOPPEMENT

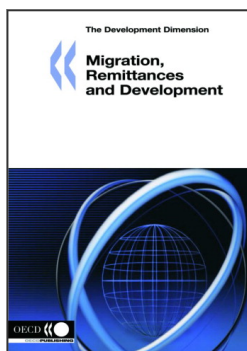
Chapitre 14. Pratique sociale et projet productif : l'expérience <i>Tres por uno</i> (Trois pour un) au Zacatecas, Mexique	265
<i>Natasha Iskander</i>	

Chapitre 15. Migrations, transferts financiers et initiatives économiques en Afrique subsaharienne	283
<i>Babacar Sall</i>	

Chapitre 16. « Migrations et Développement » : une organisation non gouvernementale au service du co-développement	299
<i>Nadia Bentaleb et Jamal Lahoussein</i>	

PARTIE V.
TRANSFERTS DE FONDS ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT :
QUELQUES PROPOSITIONS

Chapitre 17. Incorporer certains enseignements des recherches sur la migration dans les politiques des transferts de fonds	309
<i>Jørgen Carling</i>	
Chapitre 18. Canaliser les transferts de fonds vers les investissements	317
<i>Daniela Bobeva</i>	
Chapitre 19. Mobiliser les migrants pour le développement socio-économique	337
du Mali et du Sénégal	
<i>Mireille Raunet</i>	
Chapitre 20. L'aide des organisations non gouvernementales dans la collecte des transferts de fonds	369
<i>Jacques Ould Aoudia</i>	
Chapitre 21. L'expérience de l'Agence française de développement dans les programmes de codéveloppement	373
<i>Guillaume Cruse</i>	
Conclusions	383
<i>Berglind Ásgeirsdóttir</i>	



Extrait de :
Migration, Remittances and Development

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264013896-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Adams, Jr., Richard H. et John Page (2006), « Les migrations internationales et les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté dans les pays en développement ? », dans OCDE, *Migration, Remittances and Development*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264013919-17-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.